

"L'adhésion de la Grande-Bretagne" par Jean-Pierre Farkas (RTL, 27 janvier 1963)

Source: RTL, Paris, 22, rue Bayard.

MC: un fermier anglais / Jean-Pierre Farkas.- Paris, Londres: RTL [Prod.], 27.01.1963. RTL, Paris. - SON (00:05:45, Montage, Son original).

Copyright: (c) Archives RTL

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"l_adhesion_de_la_grande_bretagne"_par_jean_pierre_farkas_rtl_27_janvier_1963-fr-75f9351b-1485-43dc-83dc-f1bd5d02a5f3.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

"L'adhésion de la Grande-Bretagne" par Jean-Pierre Farkas (RTL, 27 janvier 1963)

[Journaliste] De Londres, nous allons écouter la suite du procès d'atmosphère que font en ce moment les Britanniques au gouvernement français. Demain, demain pour le dix-septième examen d'entrée de la Grande-Bretagne, les six examinateurs – Belgique, Luxembourg, Allemagne, Pays-Bas, Italie et France – les six examinateurs seront divisés. Cinq d'entre eux sont prêts à accepter la Grande-Bretagne sur titre ; pour eux le livret scolaire suffit. L'élève insulaire, un peu fier, si fier même de son originalité, se disciplinera par la suite. Non, répond le sixième examinateur, la France, il faut d'abord que le candidat Grande-Bretagne se soumette à notre règle commune. Et d'abord, dit la France, il nous faut des preuves de bonne volonté. Il faut que la Grande-Bretagne abandonne le système de « deficiency payment », c'est-à-dire les subventions que le gouvernement accorde aux agriculteurs britanniques pour encourager la production et aussi protéger artificiellement la vente des produits de son agriculture. L'an dernier, le gouvernement britannique a ainsi versé près de cinq mille milliards d'anciens francs à ses agriculteurs. Or, en Grande-Bretagne, vous le savez, les agriculteurs ne représentent que 4% de la population, tandis qu'en France, sur les dix-neuf millions de la population active, il y a environ quatre millions d'agriculteurs et métayers auxquels viennent s'ajouter environ un million de salariés agricoles. Ce qui revient à dire qu'il y a dans la population active en France un peu plus de 23% d'agriculteurs. Faites vos calculs, les agriculteurs sont les enfants chéris, les petits chouchous de l'économie britannique. Ils en sont d'ailleurs tous les signes extérieurs. Leur siège social à Londres est une imposante construction cossue qui sera d'ailleurs bientôt doublée d'un grand building de quinze étages. Sur la porte, NFU, ces trois lettres, ce sont les initiales de la puissante « National Farmers' Union ». À la « National Farmers' Union », on respecte les traditions britanniques. Il y a aussi un petit club fermé, confortable, où il est très difficile de percevoir les rumeurs du monde extérieur, surtout si ces rumeurs viennent de l'autre côté du « Channel ». Surtout aussi si l'on est soi-même un « English farmer », un agriculteur anglais, comme celui que Jean-Pierre Farkas, notre envoyé spécial en Grande-Bretagne, a rencontré chez lui dans sa ferme et qu'il nous présente.

[Jean-Pierre Farkas] L'agriculteur britannique que j'ai rencontré s'appelle John Bowden. Joues rouges, mains larges, petits yeux vifs et insaisissables, c'est un fin matois. À l'âge indéfinissable, il marche les pieds bien à plat, sûr de sa route, sûr de sa force. Il possède cent hectares dont les deux tiers sont consacrés à l'élevage. Il m'a montré des photos, les écuries sont ultramodernes, 120 vaches et aussi 160 cochons et 500 poulets, monsieur Bowden possède aussi deux tracteurs, trois ouvriers employés à plein temps et trois saisonniers. Monsieur Bowden, vous le voyez, ne respire point la misère, mais passons tout de suite aux affaires sérieuses, c'est-à-dire à ces fameuses subventions.

[Jean-Pierre Farkas] Monsieur Bowden, prenons un exemple précis, par exemple, en ce moment, quel est le prix de base de la tonne de blé en Grande-Bretagne ?

[Agriculteur britannique] Le prix garanti par le gouvernement est de 27 livres, ce qui fait à peu près 383,1963 francs, ceci par tonne et le gouvernement paye ce que l'on appelle en Grande-Bretagne le « deficiency payment », c'est-à-dire une subvention de 8 livres par tonne, c'est-à-dire de 112 francs par tonne de blé. Donc, prix de base fixé par le gouvernement, 383 francs, et subventions sur ces 383 francs, 112 francs payés par le gouvernement.

[Jean-Pierre Farkas] Est-ce que le gouvernement britannique accorde d'autres subventions, d'autres « deficiency payments », aux agriculteurs britanniques ?

[Agriculteur britannique] Nous avons aussi d'autres subventions pour les porcs, pour les vaches et en général pour le bétail et aussi des subventions pour tout ce qui concerne la production dans une proportion d'un tiers à peu près.

[Jean-Pierre Farkas] Monsieur Bowden, est-ce que vous avez déjà visité une exploitation agricole en France ou en Europe ?

[Agriculteur britannique] Cette ferme que j'ai vue au Danemark m'a paru très au point. Les méthodes m'ont semblé modernes, mais partout ailleurs les fermes que j'ai vues m'ont paru trop petites pour que

l'exploitation soit rentable.

[Jean-Pierre Farkas] Dernier mot, quand le général de Gaulle a tenu le discours qu'il a tenu il y a quelques jours à Paris, est-ce qu'il vous a fait de la peine ou est-ce qu'il vous a rendu service ?

[Agriculteur britannique] Du point de vue strictement agricole, le général de Gaulle nous a rendu service, en montrant que les conditions d'une Politique agricole commune n'étaient pas acceptables pour nous Britanniques. Politiquement, il est possible que l'Europe devienne un jour un bloc, mais alors, si nous voyons que la Politique agricole commune ne fonctionne pas comme il est envisagé en ce moment et que l'on doit reconsidérer cette politique, et bien, alors, on peut considérer que De Gaulle nous a rendu service.

[Jean-Pierre Farkas] Cet homme est un riche et comme tous les privilégiés, il n'est pas homme de mouvement. Inutile de vous préciser qu'il est contre l'Europe. La NFU a d'ailleurs voté l'autre jour une résolution vengeresse où, prenant prétexte des arguments du général de Gaulle, les agriculteurs britanniques renouvellent leur opposition à une Europe qu'ils refusaient déjà auparavant. Voilà survolé, et vu par le petit bout de la lorgnette, je le concède, l'un des grands dossiers de la négociation de Bruxelles. Mais demain à Bruxelles, en fait, les Six, ou bien les Cinq plus Un, si vous préférez, vont répondre à une autre question. Ces reproches, légitimes, le plus souvent faits par la France à la Grande-Bretagne, ces reproches sont-ils suffisants pour rejeter l'Angleterre dans son isolationnisme et faire échouer, dès la première tempête, le navire « Europe » sur les récifs du « Channel » ? Jamais pareille interrogation n'a paru aussi dramatique, surtout pour les passagers. Ici Londres, Jean-Pierre Farkas, Radio Luxembourg.